

Proposition de  
**DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL**  
**sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale**

LE PARLEMENT EUROPÉEN ET LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment son article 61, point c), et son article 67, paragraphe 5, *second tiret*,

vu la proposition de la Commission,

vu l'avis du Comité économique et social européen<sup>1</sup>,

statuant conformément à la procédure définie à l'article 251 du traité<sup>2</sup>,

considérant ce qui suit:

- (1) La Communauté s'est donné pour objectif de maintenir et de développer un espace de liberté, de sécurité et de justice, dans lequel est assurée la libre circulation des personnes. À cet effet, la Communauté adopte notamment dans le domaine de la coopération judiciaire en matière civile les mesures qui sont nécessaires au bon fonctionnement du marché intérieur.
- (2) Le *principe de l'accès à la justice est fondamental et, en vue de faciliter un meilleur accès à la justice, le* Conseil européen réuni à Tampere les 15 et 16 octobre 1999 a invité les États membres à créer des procédures de substitution extrajudiciaires.

---

<sup>1</sup> JO C ... du ..., p. ....

<sup>2</sup> JO C ... du ..., p. ....

- (3) **En mai 2000**, le Conseil a adopté des conclusions sur les modes alternatifs de règlement des conflits en droit civil et commercial et a déclaré que la définition de principes de base dans ce domaine était une étape essentielle pour permettre l'élaboration et le bon fonctionnement de procédures extrajudiciaires de règlement des litiges en matière civile et commerciale de façon à simplifier et améliorer l'accès à la justice.
- (4) **En 2002**, la Commission européenne a présenté un Livre vert qui dressait un bilan de la situation actuelle en ce qui concerne les **modes alternatifs de résolution des conflits** en Europe et engageait une vaste consultation auprès des États membres et des personnes concernées sur les mesures pouvant être mises en œuvre pour encourager le recours à la médiation.
- (5) L'objectif **de garantir** un meilleur accès à la justice, qui fait partie de la politique de l'Union européenne visant à établir un espace de liberté, de sécurité et de justice, devrait englober l'accès aux modes de résolution des litiges tant judiciaires qu'extrajudiciaires. La présente directive devrait contribuer au bon fonctionnement du marché intérieur, notamment en ce qui concerne **la possibilité de disposer** de services de médiation.
- (6) La médiation peut apporter une solution extrajudiciaire économique et rapide aux litiges en matière civile et commerciale au moyen de procédures adaptées aux besoins des parties. Les **accords issus de la médiation** tendent par nature à être **respectés** volontairement et à préserver une relation amiable et durable entre les parties, avantages qui sont plus appréciables encore dans des situations comportant des éléments transfrontières.
- (7) Pour encourager le recours à la médiation et faire en sorte que les parties qui y recourent puissent se fonder sur un cadre juridique prévisible, **il est nécessaire d'établir une législation-cadre, qui porte en particulier sur les aspects essentiels de la procédure civile.**
- (8) *(ex-9 bis) Les dispositions de la présente directive ne devraient s'appliquer qu'à la médiation des litiges transfrontières, mais rien ne devrait empêcher les États membres de les appliquer également aux procédures de médiation internes.*
- (9) **(nouveau) La présente directive ne devrait nullement empêcher le recours aux techniques modernes de communication dans le cadre des procédures de médiation.**

- (10) (ex-8) La présente directive devrait s'appliquer aux procédures dans lesquelles deux parties ou plus à un litige transfrontière **tentent elles-mêmes volontairement de** parvenir à un accord à l'amiable sur la résolution de leur litige **avec l'aide d'un médiateur. Elle devrait s'appliquer aux matières civiles et commerciales, sans pouvoir néanmoins s'appliquer aux droits et obligations dont les parties ne peuvent disposer par elles-mêmes en vertu de la législation pertinente applicable. De tels droits et obligations sont particulièrement fréquents dans le droit de la famille et le droit du travail.**
- (11) (ex-8 bis) *La présente directive ne devrait pas s'appliquer aux négociations précontractuelles ni aux procédures* quasi-judiciaires telles que *certaines procédures judiciaires de conciliation*, les plaintes de consommateurs, l'arbitrage et les décisions d'expert ou aux procédures dans lesquelles **des personnes ou** des instances émettent une recommandation formelle, contraignante ou non, quant à la solution du litige.
- (12) (ex-8 ter) *La présente directive devrait également s'appliquer aux cas dans lesquels un tribunal renvoie les parties à la médiation ou à ceux dans lesquels le droit national la prescrit. En outre, lorsque le droit national permet au juge d'agir en qualité de médiateur, la présente directive devrait également s'appliquer à la médiation menée par un juge qui n'est en charge d'aucune procédure judiciaire ayant trait à la question ou aux questions faisant l'objet du litige. Elle ne devrait pas, toutefois, couvrir les tentatives faites par le tribunal ou le juge saisi pour résoudre un litige au cours de la procédure judiciaire relative audit litige, ni les cas dans lesquels le tribunal ou le juge saisi demande l'assistance ou les conseils d'une personne compétente.*
- (13) (ex-8 quater) *La médiation prévue dans la présente directive devrait être un processus volontaire en ce sens que les parties elles-mêmes sont responsables du processus et peuvent l'organiser comme elles l'entendent et y mettre un terme à tout moment. Néanmoins, en vertu du droit national, les tribunaux devraient avoir la possibilité de limiter le processus de médiation dans le temps. En outre, les tribunaux devraient pouvoir attirer l'attention des parties sur la médiation lorsque cela est approprié.*

*(13bis bis) (en partie ex-13 et en partie nouveau) Aucune disposition de la présente directive ne devrait affecter une législation nationale rendant le recours à la médiation obligatoire ou soumis à des incitations ou à des sanctions, pour autant qu'une telle législation n'empêche pas les parties d'exercer leur droit d'accès au système judiciaire. De même, aucune disposition de la présente directive ne devrait affecter des systèmes de médiation autorégulateurs existants dans la mesure où ils portent sur des aspects ne relevant pas de la présente directive.*

*(13 bis)(nouveau) Afin d'assurer la sécurité juridique, la présente directive devrait indiquer la date qu'il convient de prendre en considération pour déterminer si un litige que les parties tentent de régler par la médiation est un litige transfrontière ou non. En l'absence d'accord écrit, les parties devraient être réputées consentir à la médiation dès l'instant où elles effectuent une démarche spécifique visant à entamer une procédure de médiation.*

(14) (ex-12) Pour assurer la confiance **récioproque** nécessaire **en ce qui concerne** la confidentialité, les effets sur les délais de prescription ainsi que la reconnaissance et l'exécution des accords **issus de la médiation**, les États membres devraient encourager, par tout moyen qu'ils **jugent approprié**, la formation des médiateurs et la mise en place de mécanismes efficaces de contrôle de la qualité relatifs à la fourniture des services de médiation.

(15) (ex-13) Les États membres devraient définir de tels mécanismes, qui peuvent inclure le recours à des solutions commerciales, **mais ne devraient pas être tenus de les financer**. Ces **mécanismes devraient** viser à préserver la souplesse du processus de médiation et l'autonomie des parties **et à faire en sorte que la médiation soit menée avec efficacité, impartialité et compétence**. L'existence du *code de conduite européen pour les médiateurs* devrait être signalée aux médiateurs, ce code devant aussi être accessible au public sur *Internet*.

- (16) (ex-14) Dans le domaine de la protection des consommateurs, la Commission a adopté en 2001 une recommandation formelle<sup>1</sup> qui établit les critères minimums de qualité que les instances extrajudiciaires chargées de la résolution consensuelle des litiges de consommation doivent offrir à leurs utilisateurs. Tout médiateur ou tout organisme concerné par cette recommandation devrait être encouragé à en respecter les principes. Afin **de faciliter** la diffusion des informations relatives à **de telles** instances, la Commission **devrait** constituer une base de données des systèmes extrajudiciaires que les États membres jugent conformes aux principes de **ladite** recommandation.
- (17) (ex-10) La médiation ne devrait pas être considérée comme une solution secondaire par rapport à la procédure judiciaire au motif que **le respect** des accords *issus de la médiation* dépend de la bonne volonté des parties. Les États membres devraient donc veiller à ce que *les parties à un accord écrit issu de la médiation puissent obtenir que son contenu soit rendu exécutoire. Un État membre ne devrait pouvoir refuser de rendre un accord exécutoire que si le contenu de l'accord est contraire à son droit, y compris son droit international privé, ou si son droit ne prévoit pas la possibilité de rendre le contenu de l'accord en question exécutoire. Tel pourrait être le cas si l'obligation énoncée dans l'accord ne peut, par nature, recevoir la force exécutoire.*
- (18) (ex-11) *Le contenu d'un accord issu de la médiation qui est rendu exécutoire dans un État membre devrait être reconnu et déclaré exécutoire dans les autres États membres, conformément au droit communautaire ou national applicable, par exemple sur la base du règlement (CE) n° 44/2001 du Conseil du 22 décembre 2000 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale<sup>2</sup> ou du règlement (CE) n° 2201/2003 du Conseil du 27 novembre 2003 relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale<sup>3</sup>.*

---

<sup>1</sup> Recommandation de la Commission du 4 avril 2001 relative aux principes applicables aux organes extrajudiciaires chargés de la résolution consensuelle des litiges de consommation (JO L 109 du 19.4.2001, p. 56).

<sup>2</sup> *JO L 12 du 16.1.2001, p. 1. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1791/2006 (JO L 363 du 20.12.2006, p. 1).*

<sup>3</sup> *JO L 338 du 23.12.2003, p. 1. Règlement modifié par le règlement (CE) n° 2116/2004 (JO L 367 du 14.12.2004, p. 1).*

*(19) (ex-11 bis) Le règlement (CE) n° 2201/2003 prévoit expressément que, pour être exécutoire dans un autre État membre, tout accord entre les parties doit être exécutoire dans l'État membre dans lequel il a été conclu. Si le contenu d'un accord issu de la médiation dans le domaine du droit de la famille n'est pas exécutoire dans l'État membre où il a été conclu et où la demande visant à le rendre exécutoire est formulée, la présente directive ne devrait par conséquent pas encourager les parties à contourner la loi de l'État membre en question en faisant en sorte que l'accord soit rendu exécutoire dans un autre État membre.*

*(20)(nouveau) La présente directive ne devrait pas porter atteinte aux règles des États membres concernant les procédures d'exécution des accords issus de la médiation.*

*(21)(ex-9) La confidentialité est importante dans le cadre du processus de médiation et la présente directive devrait par conséquent prévoir un degré minimum de compatibilité entre les règles de procédure civile concernant les modalités de protection de la confidentialité de la médiation dans toute procédure ultérieure, qu'il s'agisse d'une procédure judiciaire, civile ou commerciale ou d'un arbitrage.*

*(22)(nouveau) Pour encourager les parties à recourir à la médiation, les États membres devraient veiller à ce que leurs règles de prescription n'empêchent par les parties de saisir un tribunal ou un arbitre si leur tentative de médiation échoue. Les États membres devraient s'assurer que tel est le cas même si la présente directive n'harmonise pas les règles nationales de prescription. Les dispositions relatives aux délais de prescription prévus dans des accords internationaux applicables dans les États membres, par exemple dans le domaine du droit des transports, ne devraient pas être affectées.*

- (23)(ex-14 bis) Les États membres devraient encourager la mise à la disposition du public d'informations sur la manière de contacter les médiateurs et les organismes fournissant des services de médiation. Les États membres devraient également encourager les praticiens de la justice à informer leurs clients des possibilités de médiation.**
- (23 bis) (nouveau) Conformément au point 34 de l'accord interinstitutionnel "Mieux légiférer"<sup>1</sup>, les États membres sont encouragés à établir, pour eux-mêmes et dans l'intérêt de la Communauté, leurs propres tableaux, qui illustrent, dans la mesure du possible, la concordance entre la présente directive et les mesures de transposition et à les rendre publics.**
- (24)(ex-15) La présente directive vise à promouvoir les droits fondamentaux et tient compte des principes qui sont reconnus notamment par la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.**
- (25)(ex-16) Les objectifs de la présente directive ne pouvant être réalisés de manière satisfaisante par les États membres et pouvant donc, en raison des dimensions ou des effets de l'action envisagée, être mieux réalisés au niveau communautaire, la Communauté peut adopter des mesures conformément au principe de subsidiarité énoncé à l'article 5 du traité. Conformément au principe de proportionnalité, énoncé audit article, la présente directive n'excède pas ce qui est nécessaire pour atteindre lesdits objectifs.
- (26)(ex-17) Conformément à l'article 3 du protocole sur la position du Royaume-Uni et de l'Irlande annexé au traité sur l'Union européenne et au traité instituant la Communauté européenne, le Royaume-Uni et l'Irlande ont notifié leur souhait de participer à l'adoption et à l'application de la présente directive.
- (27)(ex-18) Conformément aux articles 1<sup>er</sup> et 2 du protocole sur la position du Danemark annexé au traité sur l'Union européenne et au traité instituant la Communauté européenne, le Danemark ne participe pas à l'adoption de la présente directive et n'est pas lié par celle-ci, ni soumis à son application,

---

<sup>1</sup> JO C 321 du 31.12.2003, p. 1.

ONT ADOPTÉ LA PRÉSENTE DIRECTIVE:

*Article premier*

*Objet et champ d'application*

1. La présente directive a pour objet de faciliter l'accès à **des** procédures **alternatives** de résolution des litiges et de favoriser le règlement amiable des litiges en encourageant le recours à la médiation et en garantissant une articulation satisfaisante entre la médiation et les procédures judiciaires.
2. La présente directive s'applique, dans les litiges transfrontières, aux matières civiles et commerciales, à l'exception des droits et obligations dont les parties ne peuvent disposer en vertu de la législation pertinente applicable. Elle ne recouvre notamment pas les matières fiscales, douanières ou administratives, ni la responsabilité de l'État pour des actes ou des omissions commis dans l'exercice de la puissance publique ("acta jure imperii").
3. Dans la présente directive, on entend par "État membre" tous les États membres à l'exception du Danemark.

*Article premier bis*  
*Litiges transfrontières*

1. *Aux fins de la présente directive, on entend par litige transfrontière toute procédure dans laquelle une des parties au moins est domiciliée ou a sa résidence habituelle dans un État membre autre que l'État membre de toute autre partie à la date à laquelle:*
  - a) *les parties conviennent de recourir à la médiation après la naissance du litige, ou*
  - b) *la médiation est ordonnée par un tribunal, ou*
  - c) *une obligation de recourir à la médiation prend naissance en vertu du droit national, ou*
  - d) *les parties sont invitées à recourir à la médiation aux fins de l'article 3.*
  
2. *Nonobstant le paragraphe 1, on entend également par litige transfrontière aux fins des articles 6 et 7 tout litige dans lequel des procédures judiciaires ou d'arbitrage suivant une médiation entre les parties sont entamées dans un État membre autre que celui dans lequel les parties sont domiciliées ou ont leur résidence habituelle à la date visée au paragraphe 1, point a), b) ou c).*
  
3. *Aux fins des paragraphes 1 et 2, le domicile est déterminé conformément aux articles 59 et 60 du règlement (CE) n°44/2001.*

## *Article 2*

### *Définitions*

Aux fins de la présente directive, on entend par:

- a) "médiation", une procédure structurée, quelle que soit la manière dont elle est désignée ou citée, dans laquelle deux ou plusieurs parties à un litige tentent elles-mêmes **volontairement** de parvenir à un accord sur la résolution de leur litige avec l'aide d'un médiateur. Cette procédure peut être entamée par les parties, suggérée ou ordonnée par un tribunal ou prescrite par le droit d'un État membre.

Elle inclut la médiation menée par un juge qui n'est chargé d'aucune procédure judiciaire ayant trait au litige. **Elle exclut** les tentatives faites par le tribunal ou le juge saisi d'un litige pour résoudre celui-ci au cours de la procédure judiciaire relative audit litige.

- b) "médiateur", tout tiers sollicité pour mener une médiation avec efficacité, impartialité et compétence, quelle que soit son appellation ou sa profession dans l'État membre concerné et quelle que soit la façon dont il a été nommé pour mener ladite médiation ou dont il a été chargé de la mener.

## *Article 2 bis*

### *Qualité de la médiation*

1. Les États membres encouragent, par tout moyen qu'ils jugent approprié, l'élaboration de codes volontaires de bonne conduite et l'adhésion à ces codes, par les médiateurs et les organismes fournissant des services de médiation, ainsi que d'autres mécanismes efficaces de contrôle de la qualité relatifs à la fourniture de services de médiation.
2. Les États membres promeuvent la formation initiale et continue de médiateurs afin de veiller à ce que la médiation soit menée avec efficacité, impartialité et compétence à l'égard des parties.

### *Article 3*

#### *Recours à la médiation*

1. Un tribunal saisi d'une affaire peut, le cas échéant et compte tenu de toutes les circonstances de l'espèce, inviter les parties à recourir à la médiation pour résoudre le litige. Il peut également inviter les parties à assister à une réunion d'information sur le recours à la médiation ***pour autant que de telles réunions soient organisées et soient facilement accessibles.***
2. La présente directive s'applique sans préjudice de toute législation nationale rendant le recours à la médiation obligatoire ou le soumettant à des incitations ou des sanctions, que ce soit avant ou après le début de la procédure judiciaire, pour autant qu'une telle législation n'empêche pas les parties d'exercer leur droit d'accès au système judiciaire.

### *Article 4*

#### *Qualité de la médiation*

(Voir article 2 bis)

## Article 5

### *Caractère exécutoire des accords issus de la médiation*

1. Les États membres veillent à ce que les parties, ou l'une d'entre elles avec le consentement *exprès* des autres, *puissent* demander que le contenu d'un accord *écrit* issu d'une médiation soit rendu exécutoire. **Le contenu d'un tel accord est rendu exécutoire sauf si, dans le cas donné, soit ce contenu est contraire au droit de l'État membre dans lequel la demande est formulée, soit le droit de cet État membre ne prévoit pas la possibilité de le rendre exécutoire.**
- 1 bis. Le contenu de l'accord peut être rendu exécutoire **par un tribunal ou une autre autorité compétente** au moyen d'un jugement ou d'une décision ou par un acte authentique, conformément au droit de l'État membre *dans lequel la demande est formulée*.
2. Les États membres communiquent à la Commission le nom des tribunaux ou autres autorités compétentes pour recevoir une demande conformément aux paragraphes 1 et 1 bis.
3. Aucune disposition du présent article n'affecte les règles applicables à la reconnaissance et à l'exécution dans un autre État membre **d'un** accord qui a été rendu exécutoire conformément au paragraphe 1.

## Article 6

### *Confidentialité de la médiation*

1. Étant donné que la médiation doit être menée de manière à préserver la confidentialité, les États membres veillent à ce que, **sauf accord contraire des parties**, ni le médiateur ni les personnes participant à l'administration du processus de médiation ne soient tenus de fournir, dans une procédure judiciaire civile ou commerciale ou lors d'un arbitrage, de preuves concernant les informations résultant d'une **procédure de** médiation ou en relation avec celle-ci, excepté:
  - a) **lorsque cela est nécessaire** pour des raisons impérieuses d'ordre public **dans l'État membre concerné**, notamment pour assurer la protection des intérêts primordiaux des enfants ou empêcher toute atteinte à l'intégrité physique ou psychologique d'une personne; ou
  - b) lorsque la divulgation du contenu de l'accord issu de la médiation est nécessaire pour mettre en œuvre ou pour exécuter ledit accord.
2. Aucune disposition **du paragraphe 1 n'empêche** les États membres d'appliquer des mesures plus strictes en vue de préserver la confidentialité de la médiation.

## Article 7

### *Effets de la médiation sur les délais de prescription*

1. Les États membres veillent à ce que les parties qui optent pour la médiation pour tenter de résoudre un litige ne soient pas empêchées **par la suite** d'entamer une procédure judiciaire ou une procédure d'arbitrage **concernant ce litige** du fait de l'expiration des délais de prescription pendant le processus de médiation.
2. Le paragraphe 1 s'entend sans préjudice des dispositions sur les délais de prescription figurant dans les accords internationaux auxquels les États membres sont parties.

*Article 7 bis*

*Information du public*

*Les États membres encouragent, par tout moyen qu'ils jugent approprié, la mise à la disposition du public d'informations sur la manière de contacter les médiateurs et les organismes fournissant des services de médiation, notamment sur Internet.*

*Article 8*

*Informations sur les autorités et les tribunaux compétents*

La Commission **met à la disposition du public, par tout moyen approprié**, les informations sur les autorités **ou** les tribunaux compétents qui sont communiquées par les États membres conformément à l'article 5, paragraphe 2.

## *Article 8 bis*

### *Révision*

*Le ...<sup>1</sup> au plus tard, la Commission présente au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social européen un rapport relatif à l'application de la présente directive. Ce rapport examine l'évolution de la médiation dans l'ensemble de l'Union européenne et l'incidence de la présente directive sur les États membres. Il est accompagné, le cas échéant, de propositions visant à adapter la présente directive.*

## *Article 9*

### *Transposition*

1. Les États membres mettent en vigueur les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la présente directive **avant** le [...]<sup>2</sup>, à l'exception de l'article 8, pour lequel la mise en conformité aura lieu au plus tard le [...]<sup>3</sup>. Ils en informent immédiatement la Commission.

Lorsque les États membres adoptent ces dispositions, celles-ci contiennent une référence à la présente directive ou sont accompagnées d'une telle référence lors de leur publication officielle. Les modalités de cette référence sont arrêtées par les États membres.

2. **Les États membres communiquent à la Commission le texte des principales dispositions qu'ils adoptent en droit interne dans le domaine relevant de la présente directive.**

---

<sup>1</sup> *5 ans après la mise en œuvre de la présente directive.*

<sup>2</sup> *36 mois à compter de la date d'adoption de la présente directive.*

<sup>3</sup> *30 mois à compter de la date d'adoption de la présente directive.*

*Article 10*

*Entrée en vigueur*

La présente directive entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

*Article 11*

*Destinataires*

Les États membres sont destinataires de la présente directive.

Fait à Bruxelles, le

*Par le Parlement européen*  
*Le président*

*Par le Conseil*  
*Le président*

---